

EUROPE 2020

Stratégie pour une croissance et des emplois durables

Contribution du président de la Commission européenne en vue de la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement du 11 février 2010

Si l'Union européenne progressait dans la bonne direction avant la crise, le récent marasme économique a mis à mal nombre de ces avancées...

Entre 2000 et 2008, le PIB par habitant avait augmenté de 13,5 %, le taux d'activité était passé de 62 à 66 % et le taux de chômage était retombé à 7 %.

La crise a modifié en profondeur ce tableau. En 2009, le PIB a subi une baisse de 4 %; la production industrielle a chuté de 15 %, revenant ainsi à son niveau de 1999. Depuis 2008, on dénombre 7 millions de chômeurs de plus et le taux de chômage a bondi à 10 % (avec plus de 23 millions de personnes sans emploi) pour atteindre un niveau que l'on n'avait plus connu depuis le début des années 1990.

Les banques ont vu leur capacité de financement des entreprises et des ménages considérablement amoindrie. Les finances publiques ont, elles aussi, été gravement touchées: le déficit moyen avoisine désormais 7 % du PIB et le niveau de la dette a subi une hausse de 20 points de pourcentage en deux ans, ce qui revient à détricoter vingt années d'assainissement.

La crise a partiellement amputé le potentiel de croissance de l'Union européenne. Le départ à la retraite de la génération dite du «baby-boom» dans les années à venir va entraîner une réduction de la main-d'œuvre européenne, ce qui pourrait nuire encore plus à la croissance. Parallèlement, le rôle des économies émergentes dans l'économie mondiale continue de s'accroître, donnant ainsi lieu à une concurrence internationale toujours plus forte. Dans l'ensemble, les conséquences de la crise font que les défis qui se posaient auparavant – mondialisation, vieillissement de la population, retard de la productivité ou encore changement climatique – sont aujourd'hui encore plus difficiles à relever.

Des leçons importantes doivent être tirées de la crise pour permettre à l'Europe de consolider les fondements d'un niveau de vie élevé et de ses modèles sociaux...

La coordination fonctionne et l'Europe apporte une valeur ajoutée. Le plan de relance économique européen a permis d'apporter une impulsion budgétaire coordonnée. L'Union a également fourni à la Hongrie, à la Lettonie et à la Roumanie une aide cruciale au niveau de la balance des paiements. Le soutien du secteur bancaire a été organisé dans un cadre européen. La coordination des politiques économiques peut produire des résultats importants, à condition qu'elle soit renforcée et efficace.

Nos économies sont interdépendantes, en particulier dans la zone euro, ce qui sous-entend que la conduite (ou l'absence) de réformes dans certains pays a une incidence sur les résultats

de tous les autres. Parallèlement, alors que nous nous apprêtons à sortir de la crise, aucun État membre n'a, à lui seul, les moyens d'affronter efficacement les défis qui se posent.

L'interdépendance mondiale requiert l'existence d'une Union européenne forte. L'Union européenne est un acteur efficace du G-20 – dont les réunions se déroulent au niveau des chefs d'État ou de gouvernement à la suite d'une proposition de l'UE –, car elle cherche à y parler d'une seule voix. Jouer un rôle moteur au niveau mondial impose que nous admettions notre interdépendance: lorsqu'un État membre enregistre 1 000 euros de croissance, ce sont environ 200 euros qui profitent aux autres États membres à travers les échanges. L'Union doit conserver un engagement actif en vue de modeler l'agenda international – y compris celui du G-20 – conformément à ses principes et de continuer à être compétitive et à prospérer sur des marchés mondiaux ouverts.

L'objectif de la stratégie «EUROPE 2020» est de faire évoluer notre économie sociale de marché durable pour qu'elle soit compétitive, innovante et ouverte à tous...

EUROPE 2020 ne peut pas s'inscrire dans la continuité: nous devons faire progressivement évoluer l'efficacité et la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie, qui vise à faire émerger une croissance durable et à créer les emplois dont nous avons besoin. Notre position de départ est sans conteste plus inconfortable qu'avant la crise, et probablement plus difficile que qu'elle ne l'a jamais été pour notre génération, mais nous savons également qu'une action politique coordonnée peut nous permettre d'atteindre nos objectifs. Cette stratégie doit aboutir à la fois à une sortie réussie de la crise et à un calendrier ambitieux de réformes structurelles. Dans la zone euro, nous devons résorber les déséquilibres en évitant les divergences croissantes entre les États membres qui font peser une pression sur notre monnaie commune.

En adoptant des mesures courageuses, nous pourrions atteindre nos ambitions et éviter le piège d'une décennie de croissance molle et de chômage élevé, qui entraînerait une baisse de notre niveau de vie, une pression considérable sur nos systèmes sociaux et un affaiblissement du rôle de l'Europe dans le monde.

Trois aspects, dont l'importance pour la réussite de l'Europe sur la scène mondiale est cruciale, devraient constituer la colonne vertébrale de la stratégie de réforme EUROPE 2020. Pour chacun d'entre eux, nous devrions déterminer un objectif principal commun indiquant à quoi l'Union aimerait parvenir en 2020. Ces objectifs seront ensuite transposés en objectifs nationaux par les États membres, qui tiendront compte des différentes situations dans lesquelles ils se trouvent:

1. **Croissance fondée sur la connaissance et l'innovation:** renforcer notre productivité en améliorant nos résultats en matière de R&D et d'innovation, mieux exploiter le potentiel des TIC et mettre sur pied un marché unique du numérique, relever les acquis de l'enseignement et favoriser les compétences.

Une telle démarche doit être appuyée par un plan pour la recherche et l'innovation mettant l'accent sur l'amélioration des conditions régissant la concrétisation des fruits de la recherche et l'exploitation des technologies innovantes.

Une stratégie numérique européenne favorisant l'émergence de nouveaux débouchés commerciaux et visant à encourager une plus grande disponibilité des contenus et des

services publics modernes et à renforcer la confiance des consommateurs est également nécessaire.

2. **Une société à fort taux d'emploi et ouverte à tous:** renforcer l'autonomie des citoyens grâce à des taux d'emploi élevés, recourir à la flexisécurité, moderniser les marchés du travail et la protection sociale, dans le but de faire naître une société plus solidaire.

Pour permettre à chacun d'acquérir les compétences qui lui permettront de s'adapter à de nouveaux secteurs de croissance, une «stratégie pour des emplois nouveaux» pourrait être mise au point: elle viserait à élargir l'accès à l'enseignement et à la formation tout au long de la vie, à favoriser une plus grande ouverture des systèmes d'éducation aux apprenants atypiques et à faire mieux coïncider l'offre et la demande, notamment en faisant tomber les obstacles à la mobilité des travailleurs. Par exemple, il est fondamental de combler les lacunes importantes qui existent aujourd'hui dans les domaines des mathématiques, des sciences et de l'ingénierie.

Pour construire une société plus solidaire, nous devons lutter contre la pauvreté, notamment grâce une coopération renforcée entre les niveaux européen et nationaux.

3. **Croissance plus verte:** mettre sur pied une économie compétitive et durable, combattre le changement climatique, accélérer le déploiement des réseaux «intelligents» et de véritables réseaux à l'échelle européenne, moderniser la base industrielle de l'UE et faire de l'Union une économie à haut rendement énergétique.

Pour saisir ces nouvelles chances, nous devrions mettre au point une nouvelle politique industrielle pour l'ère de la mondialisation, associant tous les instruments possibles (par exemple: marché intérieur, concurrence, compétences, politique régionale, commerce et investissement, normes et convergence des réglementations, notamment pour les voitures électriques). Élaborée avec les parties prenantes, elle permettrait de tracer la voie pour divers secteurs, parmi lesquels l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services.

Nous devons adapter nos instruments politiques clefs à nos objectifs...

Nous avons besoin de définir le bon éventail de mesures au niveau des États membres et de l'UE. La Commission présentera des propositions visant à libérer le potentiel des sources inexploitées de croissance et de création d'emplois, dans le but:

- de donner un nouveau souffle au marché intérieur, l'un des atouts majeurs de l'UE et pourvoyeur essentiel de croissance et d'emplois durables. Libérer le potentiel de création d'entreprise, notamment en créant un environnement plus favorable aux PME, est une tâche essentielle à la création d'emplois et à la croissance. L'Union a besoin de marchés qui fonctionnent bien et sur lesquels la concurrence et l'accès des consommateurs stimulent la productivité, la croissance et l'innovation, avec une composante sociale forte. Il appartient tant à l'Union qu'aux États membres de faire en sorte que les marchés de services et de marchandises, y compris dans les domaines des services financiers et de l'énergie, profitent à nos citoyens et à nos entreprises;
- de veiller à ce que le budget de l'UE reflète pleinement les priorités politiques convenues, de manière à ce qu'il constitue un maillon clef de la réussite de la stratégie EUROPE 2020, en complément des budgets nationaux et des prêts de la BEI. Dans le

même temps, il est nécessaire d'explorer de nouveaux modèles de financement afin de mettre en commun les ressources des secteurs public et privé et d'en optimiser ainsi les retombées. La BEI devrait voir renforcé son rôle de pourvoyeur de financements innovants pour le capital-risque et l'exploitation des fruits de la R&D;

- de concevoir une politique économique extérieure susceptible d'apporter tout son soutien aux objectifs de la stratégie EUROPE 2020, de manière à exploiter pleinement le potentiel des échanges internationaux pour stimuler la croissance, l'emploi et l'investissement dans l'UE. Il est nécessaire que ce point comporte une stratégie ambitieuse en matière d'accès au marché. Nous devons également nous atteler à la convergence des réglementations, notamment avec nos principaux partenaires commerciaux, et nous attacher à mettre au point des normes élevées pour les secteurs de demain, qui constitueront des moteurs de la croissance économique.

Nous devons faire des choix cruciaux pour l'avenir: notre stratégie à l'horizon 2020 déterminera les conditions de notre sortie de la crise...

Une stratégie coordonnée et complète de sortie de crise à court terme permettra de jeter les bases qui nous permettront d'atteindre les grands objectifs pour 2020. Des finances publiques saines sont un élément crucial en vue de recréer les conditions propices à une croissance et à des emplois durables.

Le retrait des mesures temporaires liées à la crise doit être coordonné et assorti d'efforts visant à recréer des conditions normales de marché dans le secteur financier, à éliminer les mesures de relance budgétaire discrétionnaires et à supprimer les plans d'aide temporaires à l'intention des secteurs durement touchés. La concrétisation de ce retrait dépendra du rythme de la reprise et devra tenir compte de ses répercussions sur l'emploi.

Le soutien du potentiel de croissance de l'UE et de la viabilité de nos modèles sociaux et la consolidation des finances publiques dans le contexte du Pacte de stabilité et de croissance impose de définir des priorités et de faire des choix: une coordination au niveau de l'Union permettrait d'aider les États membres dans cette tâche. La ventilation et la qualité des dépenses publiques a également son importance: les programmes d'assainissement budgétaire devraient donner la priorité aux postes «porteurs de croissance», tels que l'éducation, la R&D et l'investissement dans les réseaux (par exemple les interconnexions énergétiques), qui sont les thèmes clefs de la stratégie EUROPE 2020. Améliorer l'efficacité des dépenses publiques constituera un aspect de première importance, notamment dans les domaines des retraites, des soins de santé, de la protection sociale et des systèmes d'éducation, où des solutions innovantes devraient être recherchées.

Les États membres et l'UE doivent accepter des compromis, faire les bons choix politiques et orienter en priorité leurs dépenses vers les investissements nécessaires dans les futures sources de croissance (éducation, R&D, efficacité de l'utilisation des ressources, etc.), non seulement car cela permet d'accroître le potentiel de croissance de l'Union, mais également car il s'agit du seul moyen d'aboutir à une création soutenue d'emplois et de continuer à doter les sociétés européennes de systèmes de protection sociale - modernisés.

Une coordination renforcée des politiques économiques est plus nécessaire que jamais...

Il est fondamental de collaborer de manière coordonnée et d'adapter les politiques et les dépenses européennes à ces objectifs. Nos économies interconnectées ne pourront renouer avec la croissance et l'emploi que si tous les États membres évoluent dans ce sens, en tenant compte des circonstances particulières et de l'incidence de leurs mesures sur les autres États membres et sur l'Union tout entière.

Le Conseil européen doit imprimer des orientations générales à cette stratégie sur la base de propositions de la Commission s'articulant autour d'un principe unique: une nette valeur ajoutée de l'UE. Il est également nécessaire de parvenir à une plus grande appropriation des politiques. À cet égard, le rôle du Parlement européen est particulièrement important. La participation des parties prenantes au niveau national et régional et des partenaires sociaux doit également être renforcée.

EUROPE 2020 doit être dotée d'une gouvernance forte qui tire parti des outils à sa disposition pour permettre la bonne mise en œuvre de ses objectifs et baliser la voie vers la sortie de la crise financière et économique.

EUROPE 2020 doit être la manifestation concrète de la politique économique européenne et jeter ainsi les bases d'une véritable gouvernance économique de l'Europe. Pour ce faire, nous devons engager un débat politique sur les choix à opérer pour préserver notre compétitivité et notre niveau de vie et renforcer efficacement la cohésion économique et sociale. Les fonds publics sont limités et notre situation économique s'est dégradée, alors qu'il reste d'importants problèmes structurels.

La reconnaissance de l'interdépendance des économies des États membres, y compris le problème de la compétitivité relative dans le contexte de la zone euro, doit nous amener à renforcer la coordination à l'échelle de l'UE, nous devons nous concentrer sur un nombre restreint de priorités, propices à une nette valeur ajoutée de l'UE et nous devons établir un lien étroit entre les objectifs et les outils permettant de les atteindre. Dans les années à venir, il conviendra de s'intéresser davantage aux résultats qu'aux mesures.

Par ailleurs, il importe de respecter pleinement le champ d'application et les obligations découlant du pacte de stabilité et de croissance et de préserver son autonomie. Pour que le Conseil européen puisse disposer des informations les plus complètes qui soient, il serait utile d'aligner dans le temps les instruments du Pacte et la stratégie EUROPE 2020, de manière à aider les États membres à renouer avec des finances publiques viables et à réaliser intégralement les objectifs à l'horizon 2020.